

Le secteur du DM écrasé par l'inflation

Depuis 2020, le secteur du dispositif médical subit de plein fouet les hausses de coûts des matières premières, du transport, de l'énergie... Une inflation qui s'est aggravée en 2022 et suscite de vives inquiétudes au sein des entreprises.

En mai 2021, selon une enquête du Snitem auprès de ses adhérents, la moitié des entreprises du secteur du dispositif médical constataient une hausse de 10 à 30 % des prix de l'acier et des composants électroniques et de 10 à 20 % des prix des microfiltres et des terres rares. 76 % d'entre elles enregistraient jusqu'à 20 % de hausse des prix des matières non tissées. Après deux ans de crise sanitaire, les entreprises faisaient également face à une augmentation des coûts de transport parfois multipliés par 3, voire 10 pour le transport maritime ! Et depuis février 2022, la guerre en Ukraine est venue aggraver la situation, tant sur le volet des matières premières – l'Ukraine étant par exemple un gros pourvoyeur d'aluminium et la Russie, de métaux – que celui de l'énergie, désorganisant en amont les chaînes de production et se répercutant sur toutes les filières en aval.

CRISE ÉNERGÉTIQUE ET INFLATION

« Durant la première moitié de l'année 2022, les contrats énergétiques des industriels étaient encore sous échéance, rappelle Armelle Graciet, directrice des Affaires Industrielles du Snitem. Mais depuis, les modalités ont été revues drastiquement à la hausse. » Conséquence : « Une majorité des entreprises du dispositif médical, sans bouclier de protection⁽¹⁾, saute dans l'abysse en ce début 2023, corrobore Sébastien Cinquin, PDG de Syst'am. Et si les problématiques liées à l'énergie varient d'une entreprise à l'autre en fonction de sa place dans la chaîne de fabrication et de ses besoins, toute la filière est touchée. » À cela s'ajoute l'inflation qui, après s'être accélérée entre les fins 2020 et 2021, s'est littéralement

emballée en 2022. Selon l'Insee, elle s'est en effet élevée à 6,2 % en novembre et 5,9 % en décembre derniers ! « La situation de l'euro, qui avait tenu le coup pendant le Covid malgré, déjà, des pénuries et des débuts d'inflation liée à la loi de l'offre et de la demande, est aujourd'hui critique, souligne Sébastien Cinquin. Fin 2021, certains discours

Sébastien Cinquin

PDG de Syst'am.

ENTRE INQUIÉTUDE ET RÉSILIENCE

« On se pose beaucoup de questions sur l'ampleur de l'inflation encore à venir et, surtout, sur les échéances. Nous n'avons pas non plus de visibilité sur les fluctuations monétaires, une source d'inflation supplémentaire. Mais en revanche, on observe que l'UE s'oriente vers une énergie très onéreuse pour le futur comparativement aux autres continents et probablement ponctuellement en quantité insuffisante. C'est inquiétant quant à l'attractivité et la compétitivité de la France et de l'UE. En conséquence, on perçoit d'ailleurs d'ores et déjà des repolarisations de fournisseurs de matières premières de type multinationales vers les Amériques du nord et la Chine au détriment de leur présence européenne, anticipant une contraction européenne et réduisant de fait leurs outils industriels présents sur le territoire européen. Il faut également compter, dans notre secteur, avec des carences en talents, une inflation salariale et de fortes contraintes réglementaires, notamment liées à la mise en application du règlement européen sur les DM. Ajoutons à cela les difficultés d'accès aux soins pour les patients, des pénuries de soignants et une désorganisation des parcours de soins qui font craindre pour la vie des patients et leur maintien en bonne santé. Mais les industriels tâchent de faire preuve de résilience car, en ces périodes de crise, nos métiers et notre secteur ont cette faculté de pouvoir redonner du sens. »



L'inflation qui, après s'être accélérée entre les fins 2020 et 2021, s'est littéralement emballée en 2022.

Olivier Jallabert

Fondateur et président d'Amplitude Surgical.

CONTINUER À ASSURER LE SERVICE RENDU AUX PATIENTS

« J'ai créé et développé mon entreprise en France, où se trouvent 99 % de notre chaîne de fabrication. Un exemple, parmi d'autres que les industriels du DM savent investir et fabriquer français. Ils savent aussi baisser leurs prix et l'ont fait ces deux dernières décennies. Mais tout faire simultanément n'est pas possible. Comment réindustrialiser tout en imposant des baisses de prix ? La France dispose de véritables champions du dispositif médical mais il faut leur donner les moyens de le rester. Il est essentiel de tenir compte des spécificités de notre secteur. Et la première évidence est que nous ne pouvons rester sur les mêmes prix avec une inflation aussi extrême. Étant donné les immenses besoins de notre industrie en matières premières et en énergie, une hausse des prix de nos dispositifs est cruciale. C'est ce que font d'ailleurs les autres pays. Il faut absolument une prise de conscience des décideurs afin qu'ils entendent nos préoccupations et nos demandes, qui reposent avant tout sur notre volonté de continuer à assurer le service rendu aux patients. »

annonçaient un ralentissement de l'inflation en 2022. Or, il n'en est rien et on voit bien que l'inflation alimente l'inflation, accrue par la guerre en Ukraine. » Olivier Jallabert, président d'Amplitude Surgical, dresse un constat identique : « Dans le secteur de l'orthopédie, par exemple, l'inflation est de l'ordre de 50 à 200 % de croissance pour les matières premières des prothèses et de 60 % pour les plastiques des implants. Et le coût de l'énergie a été multiplié par 4, ce qui est énorme pour une entreprise qui, comme la nôtre, a de gros besoins avec nos forges et nos fonderies, notamment. »

RENDICATIIONS SALARIALES ET BAISSSE DES PRIX

Hausse des prix à la consommation oblige, des revendications salariales, certes légitimes, ont également renforcé la pression sur les entreprises du DM, auxquelles un nouvel effort d'économies a par ailleurs été demandé cette année. « Bien que la situation inflationniste ait été en partie prise en compte avec une diminution de l'objectif

d'économies fixé au CEPS pour 2023, cet effort reste lourd pour les entreprises qui vont continuer à subir des baisses de prix en 2023, alors même que la hausse des coûts va se poursuivre », relève François-Régis Moulines, directeur des Affaires gouvernementales du Snitem. « Les difficultés posées sont d'autant plus importantes que, dans notre secteur, la plupart des prix sont administrés et ne peuvent être augmentés », rappelle Armelle Graciet. « Aujourd'hui, les prix des prothèses en France, en baisse constante depuis 2013, sont parmi les plus bas du G20 et certains de nos produits, comme les implants en céramique par exemple, coûtent plus cher à fabriquer qu'ils ne rapportent, déplore ainsi Olivier Jallabert. On continue à le faire pour assurer le service rendu aux patients mais cela ne pourra pas durer. » Conscient de ces immenses difficultés, le Snitem reste pleinement mobilisé sur ce sujet.

(1) Pour rappel, le gouvernement a mis en place des dispositifs d'aide, dont les modalités diffèrent selon la taille et les difficultés de l'entreprise (<https://www.economie.gouv.fr/hausse-prix-energie-dispositifs-aide-entreprises#>).